

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

A.E.I. EX EMC

67 rue de la mouche
BP 16
69540 Irigny

Références : UD-R-CTESSP-24-N°79-SP
Code AIOT : 0006103632

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement A.E.I. EX EMC implanté 67 rue de la mouche Ateliers d'Ennoblement d'Irigny 69540 Irigny. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A.E.I. EX EMC
- 67 rue de la mouche Ateliers d'Ennoblement d'Irigny 69540 Irigny
- Code AIOT : 0006103632
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AEI est spécialisée dans la préparation et la teinture de tout type de textiles. L'activité est centrée sur la production haute gamme. La société est rattachée à la Holding Textile Hermès (HTH)

appartenant au groupe Hermès.

Les activités exercées par AEI sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 complété en dernier lieu le 20 octobre 2014. Elles relèvent du régime d'autorisation au titre de la rubrique 2330 (teinture, apprêt, enduction de textile) de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

– Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	8 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989 modifié, annexe 3	Demande d'action corrective	4 mois
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989 modifié, annexe 3	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que le plan des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées n'était plus à jour suite à des travaux menés sur le réseau d'eaux pluviales. L'exploitant a indiqué que le plan allait être mis à jour à la suite des travaux de la nouvelle station de traitement des eaux usées industrielles, pour lesquels l'Inspection a été destinataire d'un porter à connaissance. L'Inspection considère qu'il est nécessaire de faire une révision globale de ce plan après les travaux de la nouvelle station d'épurant, en intégrant l'ensemble des modifications opérées sur les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 8 mois, mettre à jour les plans des réseaux d'eaux usées et pluviales du site.
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le rejet des eaux industrielles usées se fait dans le réseau d'assainissement communal en direction de la station d'épuration de Pierre-Bénite. L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que le rejet des eaux industrielles usées est correctement aménagé permettant le prélèvement d'échantillons et des mesures, tout en étant aisément accessible pour les intervenants. Le rejet est équipé d'une mesure en continu, du débit, du pH et de la température ainsi que d'un préleveur automatique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1989 modifié, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Cf annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26/08/1989 modifié.
Constats : Dans le cadre de la présente visite et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant a respecté les fréquences d'autosurveillance imposées par l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/1989 modifié, annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Cf annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26/08/1989 modifié.
Constats : Dans le cadre de la présente visite et à partir des résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 déclarés dans GIDAF ainsi que du rapport du contrôle inopiné 2023 (mené les 9 et 10 novembre 2023), l'Inspection a constaté les non-conformités suivantes : 1) Eaux résiduaires industrielles – DCO : 7 dépassements en concentration ont été constatés via l'autosurveillance hebdomadaire de ce paramètre. 2) Eaux pluviales – MES : l'analyse annuelle 2023 a conclu à un dépassement de la valeur limite réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
<u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 4 mois: – respecter la valeur limite de rejet en DCO dans les eaux résiduaires industrielles, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié ; – respecter la valeur limite de rejet en MES dans les eaux pluviales, conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié.
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
--

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant procède bien à la déclaration de son auto-surveillance dans la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
--

Prescription contrôlée :

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Constats :

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que le point de rejet des eaux industrielles usées dispose d'un dispositif de comptage en continu avec un enregistrement. Il n'a pas été relevé de dépassement du débit maximal journalier autorisé de 500 m³/j mais des valeurs de débit instantané atteignant 200 m³/h ont été constatées sur le mois de mars 2024 pour une limite de 90 m³/h d'après l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

<u>Demande :</u> L'exploitant doit, sous 4 mois, mettre en oeuvre des dispositions visant à respecter le débit maximal instantané de 90 m ³ /h fixé à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié.

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'Inspection a constaté que l'exploitant a procédé aux trois campagnes d'analyse de décembre 2023 à février 2024 et a transmis les résultats sur la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite